



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 03 novembre 2024

N° 510

PRIX : 1 Euro

Côte d'Ivoire

Travailleurs du public et du privé, même combat contre les bas salaires et la vie chère



25 juillet 2024, ouvriers en grève lors de la construction de la Tour F à Abidjan-Plateau



Manifestation lors de la grève des enseignants à Abidjan en février 2019.

- **Sommaire au verso**

Sommaire

Éditorial

Cote d'ivoire : travailleurs du public et du privé, même combat contre les bas salaires et la vie chère.

Pages 3 à 6 **Côte d'Ivoire**

- ▶ Le gouvernement cherche à museler la jeunesse.
- ▶ Pour une poignée de dollars !
- ▶ Partout, c'est la chasse aux pauvres !
- ▶ Crocodiles en campagne électorale.
- ▶ Un multimilliardaire qui vise le fauteuil présidentiel.
- ▶ Un secteur où l'État ivoirien tient une « bonne » place.
- ▶ L'État, gros trafiquant, pourchasse ses petits concurrents.
- ▶ Yopougon PK23 : travailleurs en lutte.

Pages 6-7 **Sénégal** : démagogie et tromperie.

Pages 7-8 **Madagascar** : l'eau et l'électricité manquent, la population a raison de crier sa colère.

Pages 8-9 **USA** : Trump ou Harris... et à la fin, c'est le big business qui gagne.

Abonnement

France : (en éco-pli)
12 numéros : 25 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

CÔTE D'IVOIRE : TRAVAILLEURS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ, MÊME COMBAT CONTRE LES BAS SALAIRES ET LA VIE CHÈRE

Les établissements scolaires publics ont été paralysés du 15 au 17 octobre par une grève des enseignants massivement suivie dans le primaire, secondaire et technique. Ils réclament des augmentations de salaire, des primes ainsi que l'amélioration de leurs conditions de travail. Ce mouvement de grève a aussi partiellement touché le secteur de la santé. Quelques jours plus tard, ce sont les enseignants des écoles catholiques qui ont fait grève du 22 au 24 octobre pour de meilleurs salaires. Dans ce pays, plus de 75% des établissements scolaires secondaires sont privés et les conditions de vie des enseignants sont déplorables. Beaucoup d'entre eux ne touchent même pas le Smig, ils sont très souvent payés à la tâche et n'ont pas droit aux congés payés. Dans ces conditions, comment peuvent-ils donner un enseignement digne de ce nom ?

Dès le départ, le porte-parole du gouvernement a qualifié d'illégale la grève des enseignants du public, des menaces et des sanctions ont été prononcées notamment contre ceux que les autorités ont qualifié de meneurs. Malgré cela, leur grève a duré trois jours. Ils n'ont pas obtenu gain de cause et ont repris le travail mais ils ont montré leur colère à ce gouvernement qui reste sourd à leurs revendications depuis trop longtemps. Tôt ou tard ils reprendront la lutte car le gouvernement n'a pas l'intention de leur faire de cadeaux, bien au contraire, leur situation continuera de s'aggraver comme celle de l'écrasante majorité des travailleurs de ce pays.

En sanctionnant les grévistes, le gouvernement veut montrer sa force et son inflexibilité devant les revendications légitimes des petits salariés de l'État, mais il a surtout montré sa peur d'une éventuelle extension du mouvement gréviste dans toute la fonction publique et même au-delà, dans le secteur privé. La revendication des augmentations de salaires concerne en effet tous les petits salariés. Qu'ils soient employés de l'État ou d'une entreprise privée, tous ont du mal à joindre les deux bouts. Le blocage des salaires et les augmentations incessantes du prix de denrées, des loyers et du transport aggravent la misère d'un nombre toujours plus grand de travailleurs et de familles qui comptent sur leurs revenus sans cesse grignotés. Quant à ceux qui, privés d'emplois, essaient de survivre en vendant de petites choses sur le trottoir ou entre les files de voitures dans les embouteillages, ils sont chassés par les autorités comme des indésirables.

Le gouvernement continuera de mépriser le monde du travail et de rejeter ses revendications tant qu'il n'y aura pas de véritable lutte d'envergure mettant en cause les intérêts du patronat et de l'État qui les protège. Mais le rapport de forces entre les travailleurs, tous secteurs confondus, et le couple patronat-gouvernement, peut changer à tout moment car la colère populaire qui couve depuis trop longtemps finira par exploser à la figure des exploités et de leurs protecteurs au pouvoir. Les travailleurs, qu'ils soient du secteur public ou privé ont droit à une vie décente. Ils ont largement les moyens de faire plier patronat et gouvernement. Leur force, c'est leur nombre et leur place centrale dans le fonctionnement de la société. Sans eux, rien ne peut fonctionner.

Ce que nous pouvons souhaiter, c'est que ces grèves soient le prélude à un mouvement plus large pour que les salariés aient plus de poids face à leurs employeurs, qu'ils soient du public ou du privé. Leur mouvement, s'il est large et combatif pourrait aussi donner du courage à l'ensemble des travailleurs dans les usines, sur les chantiers et dans bien d'autres entreprises où les conditions de travail sont infernales et les salaires si bas. C'est tous ensemble que nous sommes forts.

Prendre conscience de cette force et des possibilités qu'elle offre aux travailleurs est un premier pas important pour mettre en avant les intérêts de notre classe sociale.

Côte d'Ivoire

LE GOUVERNEMENT CHERCHE À MUSELER LA JEUNESSE

L'assassinat d'un membre de la Fesci (Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire), a été le prétexte avancé par le gouvernement pour interdire tous les syndicats et associations dans le milieu scolaire. Au total, 14 organisations ont été interdites.

Avant même les résultats de l'enquête sur cet assassinat, plusieurs dirigeants de la Fesci ont été jetés en prison. Leur siège en construction dans le campus universitaire de Cocody a été démoli sous prétexte qu'il était illégal. Et pourtant lors la pose de la première pierre, le gouvernement était représenté par le ministre de l'Enseignement supérieur et celui-ci a même contribué à coup de millions au financement de sa construction.

Des étudiants ont été délogés des résidences universitaires sous prétexte d'occupation illégale. Des commerces à l'intérieur et aux alentours des universités publiques ont été rasés. Depuis lors, des policiers sont présents à l'intérieur des campus universitaires pour empêcher toute tentative de mobilisation et de regroupement.

En réalité, le gouvernement craint depuis longtemps une révolte des élèves et des étudiants, tant les problèmes sont énormes : surpopulation, enseignement au rabais, bourses insuffisantes alors que bon nombre de parents ne peuvent plus faire face aux frais de scolarisation de leurs enfants, etc.



Des étudiants non inscrits et menacés d'exclusion manifestent devant la présidence de l'université de Cocody. (Photo d'archive du 4 juillet 2019)

L'interdiction de leurs syndicats et associations n'empêchera nullement les étudiants de manifester leur colère contre les mauvaises conditions de scolarité, ni de défendre leurs opinions politiques, bien au contraire. Tant que le gouvernement ne

résoudra pas les problèmes réels des élèves et des étudiants, tôt ou tard l'explosion

qu'il veut éviter, il la récoltera !

POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS !

Le ministre-gouverneur du district d'Abidjan, Cissé Bakongo, a réuni 95 chefs traditionnels dont 60 Ebriés et 35 Akyé, pour leur réaffirmer son ambition de « *transformer Abidjan* ». Ainsi, selon lui, les déguerpissements des pauvres, c'est pour « *bâtir une ville où chacun s'épanouira, où nos enfants pourront vivre dans l'harmonie* ». Autrement dit : les riches ne veulent pas être encombrés par les pauvres ! On voit d'ailleurs à quel point ils n'ont aucun scrupule à les chasser comme s'ils étaient des animaux.

C'est donc pour permettre au gouvernement de continuer à mener ce sale travail

que ce ministre est venu demander le soutien de ces notables. En contrepartie, ceux-ci ont demandé que l'État accorde, à chacun d'eux, « une assurance maladie, un véhicule et un téléphone portable ». C'est donc là le prix de leur collaboration !

La présence massive des forces armées et les menaces d'emprisonnement ne suffisent manifestement pas à arrêter les révoltes des populations pauvres contre les opérations de déguerpissement. Alors, les riches comptent sur la complicité de ces notables pour s'en tirer à bon compte.

PARTOUT, C'EST LA CHASSE AUX PAUVRES !

Le maire de Sassandra a emboité le pas au gouverneur du district d'Abidjan et a fait raser le Camp Fanti, un quartier de pêcheurs où vivaient surtout les plus démunis, dans des conditions précaires.

Selon les dires du maire, « *ce quartier précaire par son aspect dégradé, nuit à l'image de la ville et choque les visiteurs* ». À vrai dire, l'emplacement de ce quartier situé en pleine ville intéresse très probablement quelques promoteurs immo-

biliers. D'ailleurs, le maire a déjà annoncé les déguerpissements d'autres quartiers, notamment le camp Nanankrou, occupé lui aussi par des pêcheurs.

Les riches mènent la guerre aux travailleurs et aux pauvres partout où ils se trouvent, sur leurs lieux de travail, dans leurs quartiers, là où les gens essaient de survivre. Tous ceux-là ne peuvent rien attendre de l'État et ne peuvent compter que sur leurs mobilisations collectives.

CROCODILES EN CAMPAGNE ÉLECTORALE

La CEI (Commission électorale indépendante) vient d'ouvrir grand ses portes sur tout le territoire, pour permettre à tous ceux qui ont le droit de vote de s'inscrire sur les listes électorales. Du coup, tous les partis politiques, Ppa-ci, Pdc, Rhdp et consort, sont sur le terrain pour mobiliser leur électorat, chacun raconte ses salades en promettant monts et merveilles. Certains commentateurs et politiciens n'hésitent pas à qualifier de « *bétail électoral* » ceux qui seraient tentés de voter pour le camp adverse.

Dans un passé pas si lointain, pour assouvir leur soif de pouvoir, les politiciens de tous bords n'ont pas hésité à propager le poison de l'ethnisme, de la xénophobie et du nationalisme, quitte à semer la haine et la violence entre les populations. Ils ont encouragé et armé des miliciens sur la base de ces idées nauséabondes et cela s'est traduit par un bain de sang dont les populations pauvres ont été les principales victimes !

Ce sont les mêmes politiciens, sinon leurs remplaçants, qui sont de nouveau en

compétition électorale. Ils ont les dents longues et sont prêts à tout pour défendre

leurs postes et leurs privilèges ou pour y avoir accès.

UN MULTIMILLIARDAIRE QUI VISE LE FAUTEUIL PRÉSIDENTIEL

Jean Louis Billon qui est à la tête d'une grande fortune, a annoncé sa candidature pour l'élection présidentielle de 2025. Il est membre du Pdcî mais veut concurrencer Tidjane Thiam, le président de ce même parti. C'est dire qu'un crocodile de son acabit ne s'encombre pas de ce genre de détail ! Il a d'ailleurs aussitôt lancé sa campagne, en annonçant qu'il offrait 130 millions de francs de matériel à l'hôpital général de Dakala dont il est le député. Il a également rencontré Ouattara, pour lui faire part d'un gros problème d'eau dans la ville de Dabakala. Voulant se montrer très magnanime, le président a aussitôt débloqué les moyens pour régler le problème « *dans les 48h* », a-t-il tenu à préciser !

On peut évidemment douter que ce soit ce problème d'eau qui préoccupe véritablement l'un et l'autre, bien plus que leur positionnement pour 2025. Notons que Jean Louis Billon était auparavant affilié au Rdr de Ouattara et qu'il a été l'un de ses ministres. Sauf que n'ayant pas pu assouvir ses ambitions, il l'a quitté avec fracas pour aller au Pdcî de Bédié. Alors, il n'est pas impossible qu'il se retrouve demain au Ppaci de Gbagbo, si l'herbe y devient plus verte qu'ailleurs. Tous ces partis bourgeois, même s'ils ont des étiquettes différentes et se font concurrence, sont en fait de même nature, les dirigeants peuvent passer d'une boutique à l'autre sans état d'âme.

UN SECTEUR OÙ L'ÉTAT IVOIRIEN TIENT UNE « BONNE » PLACE

Une organisation internationale dénommée GAFI (Groupe d'action financière) publie régulièrement le palmarès des États en matière de corruption. Elle vient d'ajouter la Côte d'Ivoire dans sa « *liste grise* » et l'a classée parmi les États à mettre « *sous surveillance renforcée* ».

de « *blanchiment d'argent sale* » est telle que le gouvernement s'est senti obligé de créer une « *Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance* » pour faire croire qu'il veut combattre ces délits. C'est comme si on demandait à un pyromane d'exercer le métier de pompier !

Ce n'est un secret pour personne, à moins d'être sourd et aveugle, que dans ce pays la corruption fait partie des pratiques courantes. La mauvaise réputation de l'appareil d'État en matière de corruption, de détournements de fonds et autres délits

Ces tares font partie intégrante du système capitaliste sauf que dans certains pays elles sont plus ou moins visibles selon leur degré de développement économique. Tant que le capitalisme demeurera, elles demeureront.

L'ÉTAT, GROS TRAFIQUANT, POURCHASSE SES PETITS CONCURRENTS !

Comme tous les ans en cette période de l'année, le gouvernement a sorti la grosse artillerie : armée, gendarmerie, police et agents des Eaux et Forêts pour tenter d'empêcher la fuite de l'anacarde vers les pays frontaliers. Le gouvernement dit qu'il veut combattre le trafic illégal de ce produit mais c'est lui qui est le responsable car il a fixé le prix d'achat aux paysans à un prix dérisoire de 275 Francs le kilo, alors qu'au Ghana voisin on peut le vendre à 685

Francs le kilo. Du coup, il suffit aux gros négociants de ce produit de traverser la frontière et toucher le jackpot ! La marge est suffisante pour arroser au passage toute l'artillerie gouvernementale le long du trajet ! Le problème est le même pour le cacao.

C'est cette corruption à grande échelle autour de ce genre de trafic qui explique que le métier de « *corps habillés* » est de

plus en plus prisé, à tel point que la quantité d'argent permettant de graisser la patte

aux recruteurs est de plus en plus élevée !

YOPOUGON PK23 : TRAVAILLEURS EN LUTTE

YCIH est une entreprise mécanique, elle installe des machines dans une nouvelle usine de transformation de café et de cacao sur le site du complexe industriel Transcao de PK 23. Les ouvriers sont payés à 3500 F par jour pour dix heures de travail alors qu'aujourd'hui, avec la cherté de la vie, même 20.000 Fr ne suffiraient pas pour vivre à peu près correctement ! Voilà pourquoi les travailleurs se sont mobilisés pour faire connaître leurs revendications à la direction. En guise de réponse, celle-ci a licencié leur porte-parole. Les travailleurs ont répondu du tac au tac en bloquant le travail.

Voilà que le patron licencie à nouveau trois autres travailleurs les jours suivants. Loin de briser la détermination, la direction a dû supporter encore une semaine de grève avant de réajuster le salaire à 4200 Fr tout en cherchant à embaucher de nouveaux

travailleurs pour biser la grève. Mais sa politique a échoué puisque les nouveaux arrivants se sont associés aux grévistes. Alors, la direction s'est « engagée » à rehausser les salaires à 5000 F par jour pour 8 heures de travail.

Non seulement le compte est loin d'être bon mais les travailleurs ont tout intérêt à se méfier des engagements d'un patron. Tant que ce n'est pas du concret, ce n'est pas gagné ! De plus, il y a encore des rappels de salaires à lui faire cracher ! La mobilisation reste donc de mise.

Face aux exploiters, les travailleurs ne peuvent se faire respecter que par leurs luttes collectives. Le fait d'avoir réussi à faire ravalier sa salive à la direction est déjà une première victoire, un encouragement pour eux-mêmes et pour leurs camarades d'autres entreprises.

Sénégal

DÉMAGOGIE ET TROMPERIE...

Au Sénégal, le 17 novembre prochain aura lieu le premier tour des élections législatives anticipées suite à la dissolution de l'Assemblée nationale prononcée par le président Diomaye Faye le 12 septembre dernier. Le Pastef, parti de l'actuel président, est minoritaire dans l'actuelle Assemblée nationale, il veut faire du prochain scrutin « *un second tour de présidentielle* ».

Diomaye Faye et son Premier ministre Ousmane Sonko, répètent sans cesse qu'ils ne peuvent pas appliquer leur programme car ils ne possèdent pas une majorité de députés au parlement pour faire adopter leurs projets. Ils demandent donc aux électeurs une confirmation du vote de la dernière présidentielle, mais dans les quartiers

populaires les petites gens qui espéraient un changement dans leur vie quotidienne après la défaite de l'ancien président Macky Sall, expriment de plus en plus leur déception.

Cela fait sept mois que le Pastef est au pouvoir mais les prix des denrées ont continué de grimper contrairement à ce qui a été promis avant l'élection présidentielle. Cela n'a rien à voir avec le fait que le Pastef est minoritaire au parlement. Le gouvernement pourrait par exemple donner l'ordre aux grandes sociétés de distribution et aux grossistes de diminuer leurs marges bénéficiaires pour faire baisser les prix à la consommation. Il ne l'a pas fait car il est du côté des capitalistes. Par contre il a cherché des boucs émissaires chez les pe-

tits détaillants pour faire croire à la population que ce sont ceux-là qui n'appliquent pas les consignes. C'est exactement ce qu'avait fait l'ancien président Macky Sall en envoyant des contrôleurs de prix dans les marchés et les rues commerçantes, parfois accompagnés de caméras de la télévision pour montrer aux habitants qu'il lutait contre la vie chère. C'était du pipeau et les gens ne l'ont pas oublié. Aujourd'hui on leur refait le même cinéma !

Comme par hasard, à l'approche des prochaines législatives, il y a eu de petites baisses sur le prix de certaines denrées comme le riz, le sucre et l'huile. Dans les quartiers populaires, beaucoup de gens disent : « *ils ont baissé les prix pour qu'on vote pour eux, après les élections ça va recommencer à monter !* ». Ils n'ont pas oublié la tromperie du gouvernement Pastef sur la prétendue diminution du prix du pain. Certes, le prix de la baguette a diminué un tout petit peu mais son poids aussi, de même que sa qualité. Les gens l'ont baptisé « *pain Pastef* ».

Du côté des salaires des travailleurs, il n'y a eu aucune augmentation décidée par le

gouvernement, alors que le coût de la vie ne cesse de grimper. Les dirigeants des principales organisations syndicales brillent surtout par leur silence et leur inaction. Les travailleurs n'ont pas le choix, ils ne peuvent compter ni sur les politiciens au pouvoir, ni sur les directions syndicales pour défendre leurs intérêts. Ils ne peuvent compter que sur eux mêmes, sur leurs luttes collectives contre le patronat et le gouvernement.



Le 18 octobre 2024, Diomaye Faye en treillis militaire, fait une tournée dans les zones touchées par des inondations. C'est plus pour faire du tape-à-l'œil en cette période de campagne électorale que pour venir en aide aux sinistrés.

Madagascar

L'EAU ET L'ÉLECTRICITÉ MANQUENT : LA POPULATION A RAISON DE CRIER SA COLÈRE

Les classes populaires en ont marre des coupures de courant et des coupures d'eau à répétition. Chaque jour l'électricité est coupée pendant 5, voire 6 heures. Les files d'attente devant les fontaines publiques sont de plus en plus longues. Quant à ceux qui possèdent un logement équipé de robinet, les trois quarts du temps il n'y a pas grand-chose qui coule.

Andraisoro, Tsarahonenana, Ambatomaro, Analamahitsy... le nombre de quartiers de la capitale et de sa périphérie qui manifestent contre la fréquence du délestage, ne cesse de se multiplier. La répression de ces mouvements par les gendarmes est de plus en plus brutale. À cause du manque d'eau

et d'électricité, les travailleurs qui exercent dans la restauration, dans les salons de coiffure, dans les cybercafés etc. se trouvent très souvent bloqués et rencontrent beaucoup de difficultés pour poursuivre leurs activités. Les petites gens qui travaillent comme indépendants ne s'en sortent pas mieux et ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts.

Face à cette situation désastreuse, Andry Rajoelina en personne s'est rendu au siège de la JIRAMA. En fait il veut faire croire qu'il est en train de prendre le problème « *à bras le corps* », son but est de gagner du temps. Les pouvoirs publics, par l'intermédiaire de la presse, disent que le président a des solutions « *drastiques* »,

par exemple celle qui consisterait à activer des turbines à combustion. En fait c'est en grande partie du blabla pour faire lanterner les gens.

Revenons à l'électricité. Les dirigeants ne sont pas très loquaces pour donner des explications sur le fait que depuis environ trois ans, trois groupes électrogènes sont entreposés au port de Tamatave. La route et les ponts sont tellement dégradés qu'il n'est pas possible d'acheminer ce matériel vers la capitale. Gouverner c'est prévoir disent-ils, mais ça, pourquoi ils ne l'ont pas prévu ? Le problème ne peut que s'aggraver car la saison des pluies est en train d'arriver.

Par ailleurs des sommes d'argent colossales prélevées dans les caisses de l'État ont été englouties dans la construction très controversée du téléphérique de la capitale. Ces travaux sont arrêtés depuis de nombreux mois sans qu'aucune explication ne soit donnée à la population.

En fait, l'État et le président ne veulent pas s'attaquer à leurs amis les patrons. Ceux-ci réalisent des profits faramineux avec lesquels ils bâtissent des fortunes. Tout cela grâce au labeur des travailleurs.

International

USA : TRUMP OU HARRIS... ET À LA FIN, C'EST LE BIG BUSINESS QUI GAGNE

(Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de l'hebdomadaire n°2935 du 1^{er} novembre 2024 de camarades de Lutte Ouvrière).

Les élections aux États-Unis sont sans doute le scrutin le plus suivi au monde, et les deux candidats sont au coude à coude.

Trump est le digne représentant des milliardaires dont il est : arrogant, sans scrupules et surtout déterminé à enrichir la classe capitaliste. Du coup, il prend pour cible les plus pauvres, les migrants qui franchissent la frontière en quête d'une vie meilleure, qu'il traite de « criminels » et de « vermine ». À l'inverse, il promet aux plus riches d'alléger encore les impôts.

Selon le classement FORBES -classement de milliardaires- trois malgaches se sont tellement enrichis qu'ils figurent parmi les grosses fortunes, non seulement du pays, mais de toute l'Afrique francophone : Ylias Akbaraly, Hassanein Hiridjee et Hasnaine Yavarhousen.

Rajoelina préfère puiser dans le budget de l'enseignement, il prévoit de le ponctionner durant trois ans. S'il n'y a pas de mobilisation conséquente de la population sur tous ces sujets, les attaques contre elle seront de plus en plus impitoyables et la souffrance de tous ne pourra qu'empirer.



Une manifestation de quartier contre les coupures d'eau incessantes.

Kamala Harris n'est pas en reste. « Je suis capitaliste », explique-t-elle aux milieux patronaux. Sous l'administration de Biden, dont elle est la vice-présidente, l'indice boursier a doublé et les milliardaires se sont enrichis comme jamais. Elon Musk, le patron mégalo de Tesla, X et SpaceX, qui soutient Trump, est bien ingrat : sa fortune, déjà 25 milliards de dollars en 2020, a été multipliée par dix sous Biden ! Pour la grande masse de la population en revanche, le niveau de vie s'est dégradé, avec des prix qui ont enflé de 25 %, sans

que les salaires suivent. Et certains, désorientés, se rabattent du coup sur Trump, cet ennemi patenté des travailleurs.

Malgré l'incertitude du scrutin, on sait déjà qui seront les gagnants et les perdants. Dans ce pays présenté comme un eldorado, toute une partie des travailleurs sont obligés de cumuler deux, voire trois emplois précaires et mal payés pour pouvoir joindre les deux bouts. Le pays se vante d'un chômage bas, mais c'est parce que des millions de travailleurs, sortis du marché du travail, échappent désormais aux statistiques. Au cœur de la première puissance mondiale, le nombre de sans-abri explose, il y en aurait plus de 75 000 rien qu'à Los Angeles, où ils ne vivent guère au-delà de 50 ans. L'espérance de vie de toute la population recule, plaçant sur ce plan le pays au 35e rang mondial, derrière Cuba ou le Chili. Chaque année, plus de 100 000 Américains, issus pour la plupart des classes populaires, meurent d'overdose. Quelque 45 000 autres meurent faute de pouvoir se payer des soins médicaux. Et cela ne changera pas après le 5 novembre.

À l'autre bout de la société, il est certain que, quel que soit le nouveau président, les Jeff Bezos et autres Mark Zuckerberg continueront de toucher le gros lot. Quant à la politique étrangère du pays, elle sera poursuivie. Harris et Trump ont par exemple annoncé qu'ils continueraient de fournir les armes et l'argent avec lesquels Israël mène la guerre aux Palestiniens, aux Libanais et peut-être demain aux Iraniens.

Vu d'ici, la grossièreté et le cynisme décomplexé de Trump sont étonnants. Pourtant, le système américain n'est pas si différent du nôtre. Tous les quatre ou huit ans, c'est l'alternance entre deux partis pro-capitalistes ? Comme ici. Trump est mégalomane ? Assurément, mais Macron ne l'est-il pas ? Trump a fait du racisme un fonds de commerce, et dans ce pays construit par des immigrants, lui et Harris promettent, de façon absurde, de restreindre

l'immigration. Les politiciens français, Le Pen en tête, ne disent pas autre chose. Il faut construire un mur et expulser les sans-papiers, disent là-bas Trump et Harris ; il faut renforcer les frontières et expulser les sans-papiers, expliquent ici Barnier, Macron et Le Pen.

Rien n'est donc à espérer de ce scrutin, mais nous aurions tort de nous désintéresser de l'avenir de ce pays. Pas seulement parce qu'il est à la pointe de l'innovation scientifique et technologique. Mais aussi parce qu'il est fort d'une classe ouvrière qui, par le passé, a mené des luttes importantes. Des grandes grèves ouvrières à la révolte des Noirs et à la lutte de la jeunesse contre la guerre du Vietnam, celles et ceux qui créent la richesse du pays se sont battus. Aujourd'hui, leur condition se dégrade sous les coups d'une classe capitaliste rapace. Mais quelques grèves récentes, malgré des directions syndicales réformistes qui ne valent pas mieux que les nôtres, ont montré que les travailleurs des États-Unis pouvaient se battre pour leurs revendications.

C'est de là qu'un espoir peut venir. Les révoltes des années 1960 eurent une portée mondiale. De même aujourd'hui, un renouveau des luttes aux États-Unis aujourd'hui aurait un impact dans le monde entier. Alors, espérons qu'au-delà de l'échéance du 5 novembre, les travailleurs américains ne se laissent pas appauvrir et diviser, et qu'ils retrouvent le chemin de la lutte de classe.



Donald Trump et Kamala Harris

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.